

**AVIS  
AUX SALARIÉS  
DU GROUPE AMAURY**



**EMPLOYÉS, CADRES... SYNTEC ARRIVE...**

# Haro sur nos droits !

**La direction du groupe Amaury invente  
le PSE perpétuel et tente d'institutionnaliser  
Syntec pour les salarié-e-s de la presse.**

La politique menée par la direction Amaury se résume à un triptyque permanent pour les salariés du groupe presse : économies drastiques, diminutions des effectifs et remise en cause d'acquis sociaux. La nouveauté détonante de cette stratégie de la direction dans sa volonté de rationaliser les « services supports » – malgré les belles promesses sur la préservation des emplois – concerne la remise en cause du cadre conventionnel des cadres et employé-e-s du groupe Amaury : les conventions collectives de la presse quotidienne nationale devraient s'effacer « au profit » de la convention collective la moins-disante socialement, la Syntec.

La direction Amaury rêve d'institutionnaliser cette convention collective a minima – mise en œuvre et soutenue par le MEDEF – à l'ensemble des salarié-e-s de son groupe.

Les directions du groupe Amaury se mettent donc en ordre de bataille pour présenter un nouveau PSE à l'ensemble de ses entités – SAS L'Equipe, 24/24, SDVP, le Parisien... – sauf à ASO ! Un vrai plan stratégique militaire, relayé sans état d'âme par les directions et les DRH du groupe Amaury.

La communication de la direction générale (du 3 juillet) diffusée à l'issue des CE extraordinaires ne laisse aucun doute sur la volonté du groupe à faire payer aux salariés, une fois de plus, sa politique d'investissement tout azimut.

En pleine période estivale, après les récents PSE du *Parisien* et de *L'Equipe*, la direction s'attaque maintenant aux acquis sociaux des salariés et tente d'enterrer les référentiels conventionnels de la profession dans une négociation que les dirigeants souhaitent mener au pas de charge.

Il s'agit donc de vous informer des conséquences professionnelles, sociales et sur l'emploi qu'implique cette volonté de rationaliser les services existants au niveau du groupe.

Ce projet de rationalisation concernerait les « services supports » (informatique, comptabilité, paie et fabrication), soit 117 salarié-e-s qui devraient accepter sans sourciller :

- La création de deux nouvelles entités au sein de nouvelles structures juridiques. Aucune information concernant le rattachement à ces nouvelles structures : Le Parisien, L'Equipe, ASO... ou bien une structure indépendante ?

**COMMUNIQUÉ**  
Paris, le 7 juillet 2014



**INFO'COM-CGT GROUPE AMAURY**

Délégué syndical L'Equipe : [François Vida](#)  
[infocomcgt.fr](http://infocomcgt.fr) – Facebook : [PointPresse](#)

**info'com-cgt**  
TOUS UNIS DANS UN MÊME SYNDICAT

## Haro sur nos droits !

- L'intégration dans ces nouvelles structures passe par la dénonciation des contrats de travail existants.
- La remise à plat des conventions collectives actuelles (CC de la presse quotidienne nationale) et passage obligatoire sous la convention collective [Syntec](#)\* (moins de congés payés, grilles de qualifications et de salaires *a minima*, déroulement de carrière restreint...).
- Les salarié-e-s concerné-e-s devront être volontaire à cette mobilité forcée. Sinon, *quid* de leurs emplois ?

Bien entendu, dans son extrême indulgence, la direction avance qu'il n'y aura pas de licenciement contraint, mais cette « offre » est à prendre ou à laisser ! Une seule bonne nouvelle, ce projet ne touchera pas les DRH puisque celles-ci ne seront pas concernées par le passage à la convention collective Syntec. Pas folle, la guêpe ! Les concepteurs de ce projet sont totalement conscients de la perte abyssale des acquis dans le cadre d'une telle évolution de régression sociale !

**Info'Com-CGT refuse cette logique économique qui s'avère devenir la seule et véritable politique « sociale » du groupe Amaury pour aujourd'hui et les années à venir.**

Economiquement, rien ne justifie cette réorganisation qui prône de « fédérer, optimiser et mutualiser des fonctions... », si ce n'est de s'inscrire dans une volonté de déstructuration du cadre professionnel et social des salarié-e-s de la presse quotidienne nationale.

Cette attaque sans précédent contre les salarié-e-s de la presse du groupe Amaury nécessite une riposte unitaire et forte de l'ensemble des salarié-e-s et des organisations syndicales des différentes entités du groupe.

**NOUS VOUS INVITONS À NOUS SOUTENIR  
DANS NOTRE DÉMARCHE REVENDICATIVE  
AFIN DE PESER LORS DES PROCHAINES  
RÉUNIONS AVEC LA DIRECTION.**

(\*) Il est à noter qu'aucun syndicat du groupe Amaury n'est signataire de cette convention collective qui s'adresse aux personnels des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseils. De ce fait, aucune négociation au niveau de la branche ne peut se concrétiser à quelque niveau que ce soit (qualifications, salaires, acquis sociaux, formation professionnelle, protection sociale...). Cette volonté politique de la direction du groupe leur permet de s'exonérer de leurs responsabilités au niveau de la branche (presse quotidienne nationale) et de tenter par la suite de généraliser la convention collective bas de gamme à l'ensemble des salarié-e-s du groupe.



## C'EST LE MOMENT DE S'ORGANISER POUR ÊTRE PLUS FORT

- Je souhaite avoir plus d'informations sur Info'Com-CGT
- Je souhaite me syndiquer à Info'Com-CGT

Nom-Prénom : .....

Statut : .....

Courriel : .....

Téléphone : .....

À remettre à un délégué Info'Com-CGT ou à envoyer à :  
Info'Com-CGT – 4, rue Guyton de Morveau – 75013 Paris